Jacques Foccart et Ali Aref

Un mariage d'intérêt ?

Colette Dubois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/472>

DOI : 10.4000/ccrh.472

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2002

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Colette Dubois, « Jacques Foccart et Ali Aref », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 30 | 2002, mis en ligne le 22 novembre 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/472> ; DOI : 10.4000/ccrh.472

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Jacques Foccart et Ali Aref

Un mariage d'intérêt ?

Colette Dubois

- ¹ Cette contribution vise à mieux cerner le destin atypique d'un territoire de l'Afrique subsaharienne, qui a échappé au mouvement général des indépendances de 1960 : celui de la Côte française des Somalis (CFS), devenu en 1967, le Territoire français des Afars et des Issas (TFAI). C'est donc l'approche micro-historique qui est retenue. Il conviendra de rappeler les liens qui unissent Jacques Foccart¹, secrétaire général de la présidence de la Communauté et aux Affaires africaines et malgaches, à Ali Aref Bourham, président du Conseil du Territoire français des Afars et des Issas. Les relations privilégiées qui existaient entre Jacques Foccart et l'homme fort de Djibouti, auraient-elles retardé, voire contrarié, l'émancipation du territoire d'outre-mer situé au débouché de la mer Rouge, un des derniers confettis de l'empire colonial français² ?

Foccart et Ali Aref : des liens personnels privilégiés

- ² On ne perçoit pas la naissance de leur amitié dans le *Journal* publié par Jacques Foccart. Force est de constater qu'en 1960 le général de Gaulle avait remarqué, de manière favorable, un politicien de Djibouti, Ali Aref Bourham, partisan du maintien de la présence française en Côte française des Somalis. Cette attitude correspond aux attentes du Président, qui, au nom des intérêts de la puissance française, souhaite, dans un contexte de guerre froide, conserver cette enclave de 23 000 km², située sur la route stratégique de première importance, celle qui relie la mer Méditerranée à l'océan Indien, via la mer Rouge ; c'est également une escale aérienne entre la France et les îles de l'océan Indien.
- ³ Qui est Ali Aref Bourham ? Dans les années 1950. Ali Aref Bourham, alors jeune moniteur d'enseignement, anime le club de la jeunesse somalie et afar. Cet Afar issu d'une grande famille de Tadjoura, la famille Aboubaker, entre en vie politique, au moment où prend effet la loi-cadre du ministre Gaston Defferre : le sultan de Tadjoura, Ibrahim sultan, l'inscrit alors sur sa liste qui bénéficie du soutien du député Mahmoud Harbi (Issa, Fourlaba). Ce dernier, ancien marin de l'armée française en opération au Liban pendant la

Seconde Guerre mondiale, frère d'arme d'Ibrahim sultan, entraîne donc dans son sillage Ali Aref, qui devient ainsi membre du Conseil représentatif, exclusivement harbiste. En 1958, la disparition de la scène politique de Mahmoud Harbi, qui défend l'indépendance immédiate, assombrit quelque peu l'avenir d'Ali Aref. Toutefois, deux ans plus tard, la chute du gouvernement d'Ahmed Dini lui donne l'occasion de se forger une personnalité d'envergure. À la faveur d'une rencontre protocolaire, Charles de Gaulle, président de la République française, remarque Ali Aref comme un brillant politicien d'avenir, de surcroît fidèle gaulliste. Ce jugement peut expliquer la nomination d'Ali Aref, en 1960, à la vice-présidence du Conseil de gouvernement de la CFS. Partisan du maintien du statut de TOM et de la présence française, Ali Aref suscite de vives inimitiés parmi ses concitoyens.

- 4 La visite officielle, en août 1966, de son « père spirituel » révèle au grand jour, d'une part, les aspirations à l'indépendance d'une minorité de Somalis, d'autre part, la vive opposition à Ali Aref, perçu comme un « petit tyran ». Le voyage du président Charles de Gaulle fut particulièrement mouvementé, comme en témoigne Jacques Foccart³ :

Philippe Gaillard : Le général de Gaulle est quand même allé à Djibouti et en Éthiopie, en août 1966.

Jacques Foccart : Djibouti n'était pas un État indépendant. À Djibouti, cela s'est mal passé. C'était le début d'un grand voyage vers le Cambodge et les territoires du Pacifique. Le général est tombé dans un guet-apens. Je me doutais bien qu'il y avait un risque de manifestations hostiles, et je voulais aller prendre la température sur place avant cette visite officielle, mais le Général avait estimé que c'était inutile. En effet, le gouverneur René Tirant avait donné l'assurance qu'il avait la situation en main et que l'accueil serait chaleureux et il en était tellement convaincu qu'il n'avait pas jugé utile d'annuler ses vacances, pas plus que celles du secrétaire général ni du directeur de la Sûreté, et qu'il était rentré à Djibouti au dernier moment pour accueillir le président de la République. De son côté, le général Billotte, ministre d'État chargé des DOM-TOM, venait de se rendre sur place et prévoyait un accueil triomphal. En réalité, les adversaires d'Ali Aref, bien que guère plus indépendantistes que lui, s'étaient ligüés avec les extrémistes manipulés par les Somaliens pour organiser une agitation spectaculaire. Il faut dire qu'Aref s'était rendu très impopulaire, et que le sénateur Kamil m'a textuellement dit : « À tout prendre. Monsieur Foccart, je préfère être pendu par les Somaliens que de vivre sous la tyrannie d'Aref et de Tirant. »

Il a fallu évacuer *manu militari* la place où le Général devait parler, qui était occupée au moins par quinze cents hommes armés de gourdins et de barres de fer. Et sans doute, d'autres armes puisqu'il y a eu quatre morts tués par des grenades offensives et lacrymogènes. C'est resté un bien triste souvenir, en dépit du sang-froid qu'a manifesté le Général : il avait absolument tenu à prononcer son discours afin de ne pas donner une victoire aux manifestants qui avaient voulu l'empêcher de parler.

- 5 Bien qu'Ali Aref soit ouvertement contesté, comme le révèlent au grand jour les manifestations antifrancaises qui éclatent à Djibouti d'août à septembre 1966, Jacques Foccart lui assure son total soutien. Ali Aref, après un court passage à vide, milite pour le « oui » au référendum organisé par la France en mars 1967, afin de départager les indépendantistes des autres. La consultation électorale confirme le maintien de la France. Mais, à la surprise générale de ses concitoyens, Ali Aref, pourtant très impopulaire, revient sur le devant de la scène, – Jacques Foccart reste discret quant à son rôle dans ce spectaculaire retour. Avec le nouveau statut d'autonomie interne, Ali Aref devient – et ce, jusqu'en juillet 1976 –, président du Conseil de gouvernement. C'est l'homme fort du Territoire français des Afars et des Issas. Pour évoquer le nom du président Ali Aref Bourham, les Djiboutiens utilisent l'abréviation PCG : pacha Charlie Gaulle. Ce surnom

établit symboliquement sa double filiation, d'une part, Aboubaker pacha, l'ancêtre de sa famille, et, d'autre part, Charles de Gaulle, son parrain, son père spirituel.

- 6 Durant dix ans, le président Aref dirige les affaires du TOM, et œuvre, sans précipitation, pour une accession à l'indépendance, par étapes, en étroite concertation avec la France. Cette voie modérée, soutenue par les Afars, va à l'encontre de la solution préconisée par les Somalis de l'intérieur et par le Front de libération de la Côte des Somalis, implanté en Somalie. Le président Aref garantit donc le maintien de la puissance française dans la Corne de l'Afrique où s'opposent les deux grands blocs. Le gouvernement français peut donc se reposer sur lui. La convergence des intérêts nationaux et particuliers conforte la position d'Ali Aref, qui, grâce au patronage du conseiller Foccart, bénéficie, durant seize ans, du soutien du général de Gaulle et du président Georges Pompidou. Jacques Foccart s'en explique :

Philippe Gaillard : Il reste les Comores et Djibouti, où les perspectives d'indépendance étaient plus précises.

Jacques Foccart : Le Général n'attachait pas beaucoup d'importance aux Comores... À Djibouti, c'était différent. La géographie donne à ce territoire, à cette époque, une grande importance : aucun avion ne pouvait aller sans escale de la métropole à la Réunion. Le général estimait qu'il convenait de tout faire pour y rester une vingtaine d'années, contrairement à ce qu'avait cru comprendre Pierre Billotte, ministre des DOM-TOM qui avait pris au sérieux une boutade du genre « Que se passe-t-il encore à Djibouti ? On n'arrivera donc jamais à se débarrasser de ce territoire ? ».

Tirant les leçons du très mauvais accueil qu'il avait reçu en août 1966, le général de Gaulle a estimé qu'il était urgent de changer le statut pour donner une autonomie au territoire. Mais il a souligné que cette autonomie ne devait pas être un marche-pied pour l'accession à l'indépendance. À vrai dire, il ne se faisait quand même pas beaucoup d'illusions.

Philippe Gaillard : Quelle était votre position sur Djibouti ?

Jacques Foccart : Exactement celle du Général.

Philippe Gaillard : Vous avez la réputation d'avoir soutenu Ali Aref Bourhan, chef du gouvernement du territoire depuis 1960 ?

Jacques Foccart : En désaccord là-dessus avec tous les ministres successifs des DOM-TOM, qui trouvaient détestable son comportement autocratique. Mais sans être un partenaire facile, Ali Aref était fidèle et solide. Le général n'éprouvait pas une sympathie particulière à son égard, mais il l'appréciait, et il a tenu à lui remettre la légion d'honneur dans son bureau, ce qui était une marque d'attention rare de sa part. Pompidou, par la suite, a eu une même attitude. Aref était très loyal, très franc, un peu abrupt dans ses jugements, mais de grande qualité. Quand le président Giscard d'Estaing le convaincra, en janvier 1976, d'aller à l'indépendance, il lui fera perdre définitivement son autorité⁴.

- 7 Le Djiboutien Mohamed Aden, ancien administrateur de la France d'outre-mer, souligne l'existence de liens privilégiés entre le président Aref et certains décideurs français⁵ :

Tirant sa force de sa longévité au pouvoir, Ali Aref semble ignorer la portée du remue-ménage qui l'environne. Souvent confronté à des difficultés de toute nature, il estime disposer d'assez de baraka pour s'en tirer avec l'adresse habituelle, à l'exemple du général de Gaulle. En effet, à l'époque où le Général régnait encore à l'Élysée, Ali Aref pouvait s'endormir sur ses deux oreilles. La « baraka » légendaire du Général s'étendait sur son « filleul » par l'entremise d'un ami bien placé à l'Élysée. En contrepartie de ces bienfaits temporels, Ali Aref devait s'imposer dans son propre pays en qualité de délégué du gouvernement central. Depuis longtemps, il n'était pas possible de distinguer les intérêts de l'État français représenté par un haut fonctionnaire, des intérêts du territoire qu'Ali Aref avait la charge de défendre. La preuve de cet enchevêtrement des intérêts se trouve dans la rituelle

invocation sous laquelle il plaçait son discours politique : « Vive de Gaulle, vive la mère-patrie. » S'estimant lié à de Gaulle par une filiation mystique, Ali Aref continuera à affirmer, jusqu'à l'éclipse du pouvoir, qu'il détient l'héritage gaulliste. Sous le président Georges Pompidou, la situation sera consolidée : Ali Aref a plus d'expérience politique et son ami est toujours au secrétariat général de l'Élysée. Pour sceller d'ailleurs à jamais cette profonde amitié, Ali Aref demandera, en novembre 1971, à M. Foccart d'être son témoin devant le maire de Djibouti qui célèbre son mariage avec une jeune institutrice originaire de Carcassonne.

Jacques Foccart entretient, comme il le fait également avec d'autres dirigeants africains, d'amicales relations avec Ali Aref, l'accueillant chaleureusement à Luzarches et à Paris. Cette amitié franchit une étape au moment du mariage d'Ali Aref avec Régine Soule, Jacques Foccart acceptant de servir de témoin au marié⁶ :

Jeudi 25 novembre 1971. Mariage d'Ali Aref. C'est le jour du mariage, d'abord au district. Je suis le témoin d'Ali Aref et je porte un smoking noir à dix heures du matin malgré la chaleur. Ensuite, il y a le déjeuner d'une cinquantaine de couverts au haut-commissariat. Puis réception chez le président, cette fois en smoking blanc. C'est au cours de cette réception que le cadî célèbre le mariage.

- 8 Autre temps fort de leurs relations : la remise de la Légion d'honneur au président Aref, en octobre 1972. Contrairement aux propos recueillis par Philippe Gaillard, ce n'est pas le président de Gaulle qui a présidé la cérémonie (voir *supra*), mais le président Pompidou⁷ :

Jeudi 5 octobre 1972. À 12 heures 30, je vais à l'Élysée pour recevoir Ali Aref et monter avec lui dans le bureau du président, où, en présence de sa femme, d'un ministre afar [c'est Barkat], d'un ministre issa, de Deniau (Xavier), de Journiac et de moi, le président lui remet les insignes d'officier de la Légion d'honneur... Nous évoquons la situation, le climat, les astuces des Issas pour s'infiltrer partout et je suis heureux d'entendre le président prêcher la fermeté en présence de Deniau. Le président m'avait retenu un moment pour me dire : « Vous savez, j'ai pris des renseignements sur Djibouti. Tout le monde, Marenches par exemple me dit que c'est de la folie furieuse d'aller là-bas, qu'il y a des risques considérables d'attentats, de manifestations. – Écoutez Georges, vous savez bien que je ne m'engage pas à la légère. Je considère que tout cela est inexact ».

- 9 Autant le président Charles de Gaulle a ses idées sur l'Afrique et sur ses dirigeants, y compris Ali Aref, autant son successeur, Georges Pompidou, s'en remet au conseiller Foccart pour toutes les affaires africaines et tout particulièrement pour les questions concernant le TFAI⁸ :

Philippe Gaillard : Pompidou – Premier ministre en avril 1962 remplaçant Michel Debré – s'intéressait-il moins à l'Afrique que Debré ?

Jacques Foccart : Différemment. Arrivant à Matignon, il était essentiellement préoccupé par les questions économiques et financières. Très rapidement, il a considéré que l'Afrique, c'était mon affaire, comme il le considérait déjà quand il était directeur de cabinet du Général en 1958. Quand je lui présentais un dossier comportant un choix important avec les avantages et les inconvénients, il s'en occupait évidemment. Mais pour les affaires courantes, il laissait faire Foccart.

- 10 Avec détermination, Jacques Foccart parvient à convaincre le président Pompidou, peu enclin à voyager en Afrique, et par ailleurs déjà soucieux de dissimuler les premiers symptômes de sa maladie, à se rendre officiellement à Djibouti, en janvier 1973. Jacques Foccart, pour éviter les débordements de juillet 1966, qui ont terni l'image de la France et du président de Gaulle aux yeux de l'opinion internationale, supervise cette visite, dans les moindres détails⁹. Il se rend lui-même au TFAI, entre le 25 et le 30 septembre 1972 ; puis, contraint par des ennuis de santé à se ménager, il confie, en décembre, le suivi du dossier au fidèle adjoint René Journiac, chargé de régler les derniers préparatifs. À Paris,

Jacques Foccart multiplie les contacts pour aplanir toutes les oppositions potentielles, tant à l'intérieur du territoire qu'à l'extérieur ; il se rapproche de Syad Barré, président de la Somalie, normalise les relations avec le nouveau pouvoir éthiopien qui a brutalement écarté le négus Haïlé Sélassié.

Vendredi 22 décembre 1972

[...] Il faudrait prévoir la présence d'Aref dans la voiture présidentielle pour la visite du port. En effet, à aucun moment du voyage, il ne sera à vos côtés, et je crois que c'est très bien comme cela pour éviter la réaction des autres, mais il faut quand même qu'il soit avec vous à un moment ou à un autre. Au port, il est chez lui (le Président Aref est également ministre du Port).

Georges Pompidou : Il y a aussi cette histoire des opposants. On me dit que si je ne les reçois pas, ils vont tout casser.

Jacques Foccart : Écoutez, on ne peut pas marcher sous la menace. Par conséquent, je propose que vous acceptiez de recevoir Hassan Gouled et d'autres à la fin du voyage si tout s'est bien déroulé, parce qu'il n'est pas question de les recevoir s'il y a eu des incidents. Je vous suggère de les recevoir en présence du Haut-commissaire et aussi, bien sûr, d'Aref.

Georges Pompidou : Votre suggestion me convient très bien. Faites-le savoir¹⁰.

- 11 Le président Pompidou, rassuré par son conseiller, ignorant les propos alarmistes de son entourage, se rend donc à Djibouti. Le mardi 16 janvier 1973, lors d'un discours devant les officiels du TFAI, des notables et des anciens combattants, Georges Pompidou développe les thèmes du maintien du territoire au sein de la République française, de l'évolution bénéfique du pays, de la garantie territoriale apportée par la France, des moyens de développement que la métropole entendait poursuivre, de la nécessité d'éviter un envahissement de la main-d'œuvre étrangère qui serait disproportionnée aux offres d'emploi locaux, enfin du maintien de l'entente intérieure. « La République vous assure par ma bouche, de sa ferme résolution de rester ici présente et de vous apporter notre aide », concluait-il, faisant taire les rumeurs qui couraient sur la proche indépendance du TFAI.
- 12 Pourquoi maintenir la souveraineté de la France dans cette partie du monde, alors que le mouvement d'émancipation de l'Afrique est en voie de s'achever ? La France peut-elle s'appuyer sur Ali Aref, président du Conseil du Territoire français des Afars et des Issas ?

Ali Aref, garant des intérêts de la France ?

- 13 La confiance totale¹¹ de Jacques Foccart en Ali Aref, président du Conseil du TFAI, le conduit à rejeter toutes les critiques – même modérés –, exprimées par les ministres des DOM-TOM ou par les hautes autorités de l'Armée¹². Entre 1970 et 1974, le conseiller Foccart œuvre pour renforcer politiquement le pouvoir d'Ali Aref. Les opérations de recensement et de délivrance de cartes d'identité, tout comme l'habile répartition des sièges au sein de l'Assemblée territoriale au profit de la communauté des Afars et des ruraux, au détriment donc des Issas et de la capitale Djibouti, majoritairement peuplée de Somalis, sont autant de mesures favorables au régime d'Ali Aref et au président en place.

Philippe Gaillard : De votre côté, avez-vous des remords ?

Jacques Foccart : [...] Je ne regrette rien, rien d'essentiel, en tout cas, aucune grande option. Je ne regrette pas le soutien que j'ai apporté aux hommes, même si ce soutien a pu être mal compris par l'opinion, voire par les milieux politiques, y compris par certains de mes amis quand il s'agissait de Bokassa, Tombalbaye.

Philippe Gaillard : D'Eyadéma ou d'Ali Aref ?

Jacques Foccart : Je persiste et signe.

- 14 Intéressons-nous à l'un des sujets de litige : le barrage qui ceinture Djibouti. Cette mesure fut adoptée, en urgence, au lendemain du voyage mouvementé du président de Gaulle d'août 1966 et des graves incidents anti-français qui endeuillent Djibouti en septembre. Le président, tout comme son conseiller Foccart, défendent inconditionnellement le barrage, alors que le ministre des Armées, Pierre Messmer, voire le ministre d'État chargé des DOM-TOM, sont plus réservés, plus critiques. Maintenir le barrage, coûte que coûte, c'est la ligne de conduite suivie par Jacques Foccart¹³ :

Vendredi 26 novembre 1971. Un excellent climat. Éloge d'Ali Aref.

Je vais visiter le barrage de barbelés qui entoure Djibouti pour empêcher les Somalis de pénétrer dans la ville comme ils ont coutume de le faire. Cette ville, en effet, comprend une centaine de milliers d'habitants dont quarante mille étrangers, et c'est une proportion évidemment très forte. J'ai un entretien avec le colonel qui commande l'ensemble du barrage. Il m'expose en détail ce qui a été fait, les insuffisances, la nécessité de poursuivre. En venant, je pensais qu'on pourrait peut-être envisager un jour de supprimer ce barrage, maintenu grâce à moi, car, à de nombreuses reprises, Messmer d'abord, puis Debré, à la demande des militaires, ont voulu le supprimer. Mais j'ai bien fait de persister et je me demande aujourd'hui quand on pourra l'enlever...

Le soir, nous nous rendons à une réception encore chez le président du Conseil, réception populaire ouverte à tout le monde, il y a entre deux et trois mille invités. J'éprouve une certaine fierté parce qu'un grand nombre d'Afars, mais aussi des Issas, viennent me remercier pour ce que j'ai fait. En effet, si je ne m'étais pas battu pour Aref, si on avait suivi des imbéciles et irresponsables de la rue Oudinot, qui voulaient à tout prix la peau d'Aref pour le remplacer par je ne sais quel incapable, nous n'aurions pas le climat qui règne ici actuellement. Bien entendu, rien n'est jamais gagné dans ces pays, mais la situation actuelle est bonne, et Aref a prouvé que nous pouvions lui faire confiance.

- 15 Présentons le barrage, le « mur de la honte » selon la terminologie des nationalistes du Front national de libération de la Somalie. Les archives du Service historique de l'armée de terre (SHAT) consultées pour la période 1966-1973, après dérogation, apportent d'intéressants éclairages sur cet objet de contentieux¹⁴ :

En ce qui concerne le barrage mis en place à la périphérie de Djibouti, le chef d'État [le général de Gaulle] a estimé qu'il y avait lieu de le remettre en état [se reporter à la note du 25 mai]. Ce barrage est avant tout un moyen de contrôle passif de l'immigration clandestine des Somalis en ville de Djibouti. Il ne peut être considéré comme un élément du dispositif de défense des forces militaires, mais tout au plus comme un élément d'un dispositif de maintien de l'ordre en cas de besoin. Sa surveillance est donc avant tout du ressort des forces de 2^e catégorie.

- 16 Le tracé en est décrit dans le rapport du 6 juillet 1967 du général de brigade Maillotte, commandant supérieur des forces armées de la CFS¹⁵. Ce document souligne également que l'électrification peut améliorer le confort des soldats en position et sert à éclairer le dispositif :

Pour éviter de revoir le barrage partiellement détruit par les dernières inondations [pluies d'orage du 1^{er}-2 mai], j'ai fait entreprendre une étude qui aboutit à la détermination d'un nouveau tracé. Celui-ci se développe environ sur 14 km, de la mer à la mer, du poste des Salines à l'ouest, à l'île de Waramous à l'est. Il évite à l'ouest, entre les postes 1 et 3, la zone marécageuse du bord de mer, soumise à la marée et ne permettant pas la pose du grillage gantois. Il évite au maximum les zones inondables et le passage de l'oued Ambouli entre les postes 3 et 4, 9 et 10. Il englobe la nouvelle poudrière, la CTIM et le camp Doua. L'implantation nouvelle

comprend 10 ensembles dont 2 PC de section et un PC de compagnie alimentant 23 postes d'observation. Trois portes permettent le contrôle des entrées, à la route d'Arta, au Nagad (VF) et à la route de Loyada. Les installations fixes de défense comportent les obstacles successifs suivants, établis de l'extérieur vers l'intérieur : une haie simple nappée constituant un pré-barrage ; à 30 mètres, un réseau double nappé, piégé mais non miné ; à 5 m., une haie Gantois de 3 m. de hauteur protégée à l'arrière par un triple réseau ribard. Encadrant ces défenses, deux pistes longeront le barrage, l'une à l'avant du pré-barrage, l'autre en arrière de la nappe basse, permettant une intervention rapide, soit des éléments du poste, soit des éléments d'intervention des PC de section et de compagnie. Ces travaux s'appuient autant que possible sur le réseau déjà existant, notamment les postes 4 et 10, ainsi que sur les pistes de Loyada à l'île de Waramous. [...]. Il est indispensable d'assurer l'alimentation en courant électrique de ce barrage pour permettre, d'une part, le fonctionnement des projecteurs, d'autre part, l'éclairage et la climatisation des baraques. Les matériels nécessaires me sont fournis par les armées, mais les groupes électrogènes attendus ne peuvent assurer un appoint de secours. Ainsi faut-il envisager le branchement sur le réseau général de distribution d'énergie. Je vous demanderai de bien vouloir m'autoriser à faire entreprendre par l'Électricité de Djibouti (EDD) des branchements sur le secteur privé.

- 17 À qui incombent les frais occasionnés par l'adoption, et le maintien, de ces dispositions sécuritaires ? C'est là un des volets du contentieux entre les autorités civiles et militaires

16 :

La direction des Services financiers a l'honneur d'adresser au cabinet du ministre le compte rendu de la réunion du 2 février 1967, tenue au ministère de l'Économie et des Finances. La position prise par le représentant du ministère des Finances à l'égard des demandes de crédits supplémentaires, présentées au titre du budget des Armées par le ministère d'État chargé des DOM et des TOM ne fait que confirmer la thèse constante des Finances dans ce domaine : le maintien de l'ordre constitue pour le ministère des Armées une mission normale qu'il doit assurer sur son propre budget et sans crédits supplémentaires... Demandées par le ministère d'État chargé des DOM et TOM, et exécutées sous sa responsabilité, les opérations de maintien de l'ordre outre-mer ne peuvent être considérées comme de simples interventions locales dans le cadre des missions normales des Armées. Il serait donc logique que les dépenses entraînées outre-mer par les opérations de maintien de l'ordre soient supportées par le ministère qui a la responsabilité de ce maintien de l'ordre, et qui, dans ce domaine, a l'initiative des dépenses. Mais si cette position ne devait pas être admise et si le budget des Armées devait en définitive supporter les dépenses de maintien de l'ordre, il ne devrait pas le faire sans crédits supplémentaires... Il paraît donc indispensable que la position du ministère des Armées soit nettement affirmée et qu'une intervention soit faite, si le cabinet du ministre l'estime opportune, auprès du ministère de l'Économie et des finances.

La réponse, qui arrive rapidement, déçoit les autorités militaires¹⁷ :

Les Armées vont supporter sur leur budget les incidences financières des mesures décidées sur place par le gouverneur Saget et appuyées ici par le département des TOM, qui se donne bonne conscience en demandant aux Finances d'inscrire au budget des Armées des crédits nouveaux, pour le montant correspondant aux dépenses exceptionnellement prévues, soit 2 120 230 francs supplémentaires. Les Finances nous ont fait savoir qu'elles ne donneraient rien.

- 18 À l'épineuse question financière, se greffe une nette divergence de point de vue, quant à l'intérêt de maintenir ces mesures de sécurité intérieure. Dès 1967, le ministre des Armées, Pierre Messmer¹⁸, remet en cause le bien-fondé du barrage, et exprime régulièrement sa réticence, y compris lorsqu'il fut Premier ministre de 1972 et 1974. Il ne parvient toutefois pas à le faire disparaître, ayant en face de lui un adversaire bien introduit auprès du président de la République : Jacques Foccart¹⁹.

Afin d'assurer un contrôle rigoureux des mouvements de la population de Djibouti, le gouverneur de la CFS avait demandé, après les incidents de septembre 1966, au général commandant supérieur [Maillotte] de mettre en place et de surveiller un barrage enserrant la ville sans discontinuité et de renforcer la surveillance des frontières du territoire. Des dispositions avaient été prises à cet effet, étant entendu qu'elles seraient allégées au fur et à mesure que la situation de crise, qui les avait justifiées, irait en se rétablissant et qu'elles seraient supprimées dès que cette situation serait redevenue normale. Cependant, et bien qu'il apparaisse que la situation soit redevenue normale après la consultation du 19 mars 1967, les autorités locales jugent nécessaire de maintenir, avec une égale rigueur, la surveillance des frontières et la garde du barrage. [Long développement sur le coût de l'opération]. Mais ce n'est pas tant l'aspect financier du problème qui me préoccupe que son aspect politique qui relève, de premier chef, de votre appréciation.

Le maintien dans son ampleur du dispositif ne peut qu'accréditer l'opinion que la situation n'a pas fondamentalement évolué et donner l'impression que nous nous installons dans un état d'insécurité accepté, toutes choses que je crois psychologiquement et politiquement mauvaises. Mon opinion est donc que le maintien de la surveillance des frontières et la garde du barrage, posent un problème d'opportunité politique sur lequel il serait bon que le prochain conseil des Affaires d'outre-mer soit appelé à se prononcer. Je vous propose de demander l'inscription de cette affaire à son ordre du jour²⁰.

Le barrage se maintient, entretenant le contentieux financier jusqu'en 1969²¹ :

Pour l'année 1967, il semble que toutes les dépenses du maintien de l'ordre à Djibouti soient imputables au budget de fonctionnement normal des Armées, celles-ci étant bien obligées d'en assurer l'avance en comptabilisant les sommes engagées dans l'espoir d'un remboursement ultérieur. Pour l'année 1968, ces frais occasionnels devraient figurer au plan de financement du budget des Armées.

- 19 Bien que Pierre Messmer soit réservé sur le bien-fondé du barrage, il ne conteste pas, en tant que Premier ministre, la présence de la France dans le TFAI. Ainsi, dans le cadre d'un déplacement officiel à Djibouti, réalisé du 2 au 5 février 1972, Pierre Messmer reçoit un accueil chaleureux, et se fait l'ardent avocat du maintien de la souveraineté française. Reprenons son discours retranscrit dans *Le Réveil de Djibouti* du 5 février :

Il ne faut pas s'étonner si le président Pompidou a déclaré il y a seulement quelques jours à Fort-Lamy que le TFAI était territoire français et resterait territoire français [...]. Nous avons, puisqu'il s'agit d'un territoire français, le devoir d'assurer ici l'égalité entre tous les citoyens quelle que soit leur origine, quelle que soit leur religion.

- 20 Témoignages et sources d'archives révèlent bien les divergences d'analyse concernant le TFAI : le conseiller Foccart et le ministre Messmer défendent des orientations antagonistes, notamment pour le maintien du barrage. C'est toutefois la voix de Jacques Foccart qui prévaut pendant la présidence de Georges Pompidou. C'est également Jacques Foccart qui suggère à ce dernier de maintenir sa confiance en Ali Aref, dans la mesure où cet homme politique sert les intérêts de la puissance française. Cette prise officielle de position, choix du conseiller Foccart, peut-elle se maintenir lorsque le président Valéry Giscard d'Estaing, nouvellement élu, démet Jacques Foccart de ses hautes responsabilités, en mai 1974 ?

Une double chute : les mises sur la touche de Jacques Foccart et d'Ali Aref

- 21 La chute d'Ali Aref, qui survient en juillet 1976, serait-elle liée à la mise à l'écart du conseiller Jacques Foccart par le président Giscard d'Estaing, au lendemain de sa prise de fonction ? C'est ce que suggère le Djiboutien, Mohamed Aden, auteur de l'ouvrage *Sombloloho, Djibouti et la chute du président Ali Aref*. Celui-ci révèle que, dès le second semestre de l'année 1974, une rumeur commence à circuler dans la capitale du TFAI, rumeur suivant laquelle les autorités françaises se désolidariseraient du président Aref. Ainsi, le haut-commissaire se rapprocherait du sénateur Barkat Gourat Hamadou et des membres de l'opposition parlementaire, d'une part, parce que le président Aref n'a pas soutenu le candidat Valéry Giscard d'Estaing, dès le premier tour des élections présidentielles, et, d'autre part, parce que son appui à la présidence, en l'occurrence Jacques Foccart n'étant plus à son poste, la Rue Oudinot prendrait enfin sa revanche. À compter de 1975, la popularité du président Aref, dans le territoire, fléchit. Tous ces facteurs se conjuguent pour favoriser sa rapide élimination de la scène politique²² :

Fin septembre 1975. Les bruits les plus contradictoires circulent dans les milieux politiques. Un certain malaise s'y ressent. Des jeunes commencent à s'agiter. Tirant sa force de sa longévité au pouvoir, Ali Aref semble ignorer la portée du remue-ménage qui l'environne...

Le président Ali Aref est au faite de sa gloire lorsque la disparition prématurée du président Pompidou provoque le départ de M. Foccart. Parce qu'il n'y avait pas cru – les suffrages de ses partisans se sont portés sur Chaban-Delmas, candidat gaulliste –, il est surpris par la soudaine arrivée de Valéry Giscard d'Estaing à la tête de l'État français. Cet événement contribuera à précipiter les choses en sa défaveur (il démissionne le 17 juillet 1976). Par ailleurs, la naissance de la LPAI comme force politique cohérente et structurée, les constantes frictions entre lui et le haut-commissaire (Christian Dablanc du 8 juillet 1974 au 10 février 1976, puis Camille d'Ornano), les sanglants affrontements de mai 1976, les effervescences dans les esprits à l'annonce de l'indépendance, sont autant de facteurs qui ont joué dans sa disgrâce. À cela s'ajoute la conspiration de son ami de toujours, Chehem Daoud Chehem, ministre de la Santé.

Plus tard, le 7 novembre 1975, Pierre Messmer, ancien ministre des DOM-TOM, des Armées, ancien Premier ministre rompt subitement avec la politique de « maintien outre-mer » dont il fut l'un des véhéments champions en déclarant dans *France-Soir* : « En résumé, on peut dire que Djibouti est pour la France une charge à peu près inutile ; que la population ne se veut pas française et ne veut pas le devenir ; que nos voisins poussent à notre départ. Dans ces conditions il faut aller à l'indépendance et le plus tôt sera le mieux. » Dès le lendemain de cette fracassante déclaration, Olivier Stirn fit une mise au point, totalement éditée par *Le Réveil de Djibouti*, infirmant la position de Pierre Messmer. La France se maintenait à Djibouti. Toutefois, le Conseil des ministres du 28 décembre 1975 reconnaît le droit à l'indépendance du Territoire.

- 22 En France, l'année 1975 marque une césure dans les relations bilatérales France-TFAI. Pourtant, dès le 1^{er} mai, Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM, s'est rendu au TFAI pour apporter à la population et aux élus, au nom du président Valéry Giscard d'Estaing, le soutien de la France. Cette visite officielle se déroule au moment même où une campagne de presse, animée par la gauche, attire l'attention du public français sur les erreurs de la politique du gouvernement qui soutient inconditionnellement Ali Aref, et dénonce une attitude qui ne correspond, ni à la réalité du TFAI, ni à l'évolution générale

des États à l'indépendance. Les journaux invitent la France à plus de réalisme et à prendre en compte les aspirations populaires des peuples du TFAI.

- 23 Les critiques des socialistes à l'encontre d'Ali Aref s'expriment au grand jour à l'Assemblée nationale ; le député Robert-André Vivien et le ministre Gaston Defferre, à l'écoute de Hassan Gouled qui préconise l'indépendance immédiate, se montrent les plus critiques. Par ailleurs, en novembre 1975, l'ancien Premier ministre, Pierre Messmer, s'exprime ouvertement en faveur de l'indépendance du TFAI : ses propos – pourtant immédiatement infirmés par le ministre Olivier Stirn – sont largement repris par la presse française. Enfin, le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing ne peut rester insensible à l'évolution de l'opinion publique française ; il reconnaît alors la Ligue populaire pour l'accession à l'indépendance, mouvement dirigé par l'opposant Hassan Gouled. Le Conseil des ministres du 28 décembre 1975 annonce, de manière officielle, l'émancipation prochaine du territoire. Ces changements majeurs d'orientation ont des incidences sur la vie politique de Djibouti. La fronde parlementaire s'affiche alors ouvertement : les amis politiques d'Ali Aref se désolidarisent de lui, tandis que l'opposition au régime s'affirme hors des frontières. Abandonné par la France et par ses proches, Ali Aref se retire de la scène en juillet 1976, laissant Mohammed Khamil et Hassan Gouled préparer l'indépendance.
- 24 Ainsi, Ali Aref n'est plus l'homme de la situation ; sa mise à l'écart irréversible, en juillet 1976, suit de deux ans celle du conseiller Foccart ! L'abandon d'Ali Aref par la France de Valéry Giscard d'Estaing annonce le changement majeur de la politique française : l'émancipation du TFAI est maintenant d'actualité. La France, sans toutefois précipiter les choses, obtient des garanties internationales en faveur de l'intégrité du territoire. L'indépendance, après consultation électorale, est proclamée le 27 juin 1977. Il revenait à Hassan Gouled Aptidon – nom bien absent du *Journal* de Jacques Foccart –, de diriger la République de Djibouti.
- 25 Comment interpréter ce tragique destin, cette soudaine mise sur la touche ? Certes, Jacques Foccart n'est plus présent dans le cercle élyséen. Toutefois, René Journiac, ancien membre de l'équipe Foccart, devient le conseiller technique pour l'Afrique du président Giscard d'Estaing, et, à ce titre, reste le défenseur d'Ali Aref.
- 26 Le nouveau président aurait-il été indisposé par le fait qu'Ali Aref a soutenu, au premier tour de l'élection présidentielle, Chaban-Delmas contre Valéry Giscard d'Estaing ? Le témoignage du ministre Olivier Stirn²³ est précieux pour éclairer cette page de l'histoire. Le ministre Olivier Stirn rejette cet argument : le nouveau président, respectant les conseils de René Journiac, se montre plutôt favorable à Ali Aref, non pas pour ses engagements personnels, mais parce qu'il lui paraît être l'homme qui garantit le maintien de la France dans cette partie du monde. Il n'aurait modifié sa politique que sur les conseils d'Olivier Stirn, un an plus tard. En effet, Olivier Stirn, après s'être rendu à Djibouti où les nationalistes somalis deviennent de plus en plus déterminés, optant pour le terrorisme, après avoir pris contacts avec plusieurs intermédiaires, djiboutiens et français (dont Pierre Messmer), penche, à compter de novembre 1975, pour l'indépendance du TFAI. L'émancipation du territoire ne peut se réaliser avec le président Ali Aref : ce dirigeant, trop lié à la France impérialiste, est également critiqué par ses partisans afars.
- 27 Cette double proposition est fermement rejetée par René Journiac. De même, elle est sévèrement critiquée par le ministre Michel Debré pour qui le départ des Français du

TFAI conduirait le pays à la division interne, et amènerait les communistes au pouvoir. Le président Giscard d'Estaing, soumis à des avis antagonistes, accepte de cautionner la politique préconisée par le jeune ministre Stirn, qui serait, en cas d'échec, l'unique responsable ! Une nouvelle synergie prend forme. Signe de changements en cours, le Conseil des ministres du 28 décembre 1975 reconnaît le droit à l'indépendance du TFAI. Les hauts-commissaires affectés au TFAI par le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing, sont moins favorables à Ali Aref que ne l'avaient été les précédents gaullistes²⁴, tels Dominique Ponchardier ou Christian Dablang : Camille d'Ornano, chargé de préparer l'accession à l'indépendance, se montre hostile au président Aref.

- 28 Comment Jacques Foccart a-t-il perçu cette radicalisation de la politique qui conduit, d'une part, le président Ali Aref à la démission, et, d'autre part, le TFAI à l'indépendance ? Vingt ans après les faits, Jacques Foccart reste toujours aussi critique²⁵ :

Philippe Gaillard : Qu'est-ce qui a accéléré l'évolution de Djibouti vers l'indépendance, à laquelle vous étiez hostile, en tout cas à moyen terme, et que vous n'imaginiez pas ?

Jacques Foccart : Le Général et Pompidou, et moi avec eux, étions opposés à cette indépendance pour deux raisons. D'abord ce petit pays en proie à des tensions ethniques attisées par ses voisins n'était pas de taille à résister seul aux pressions de la Somalie. Rappelez-vous qu'Haïlié Sélassié lui-même, bien que soutenant publiquement les indépendantistes, saisissait toutes les occasions pour nous dire que la France devait rester. Ensuite, le territoire était pour nous une escale importante. Giscard n'a pas eu la même perception du problème.

Philippe Gaillard : Ce problème ne se posait plus exactement dans les mêmes termes. Le négus a été renversé le 12 septembre 1974 et les indépendantistes se sont manifestés par des prises d'otages. En mars 1975, le Front de libération de la Côte des Somalis a pris en otage l'ambassadeur de France à Mogadiscio, Jean Gueury, libéré après que deux Djiboutiens détenus en France soient élargis ; en février 1976, un commando du FLCS s'empare d'un autocar à bord duquel se trouvent trente enfants (une tuée lors de l'action des légionnaires).

Jacques Foccart : À mon avis, c'était plutôt des raisons supplémentaires de maintenir notre présence. Mais en juin 1974, Siyad Barré, président de la République de Somalie, est élu à la présidence de l'OUA. Il vient à Paris au mois de septembre et il plaide le dossier de l'indépendance de Djibouti auprès de Giscard, précisant qu'il n'interviendrait pas dans les affaires de Djibouti, si le territoire devenait indépendant. A-t-il convaincu son interlocuteur ou prêchait-il un converti ? Toujours est-il que la religion de Giscard est faite.

D'autre part, à peu près au même moment, Hassan Gouled prend la tête du camp indépendantiste légaliste que dirigeait, du côté afar, le futur Premier ministre Ahmed Dini et, du côté issa, l'ancien député Ahmed Idriss.

Giscard a convaincu le chef de gouvernement Ali Aref, de conduire le territoire à l'indépendance, en lui expliquant qu'autrement il serait écarté par Gouled et Dini. J'ai eu l'occasion de dire à Aref que c'était exactement le contraire qui se passerait s'il choisissait cette politique, qu'il serait débordé par les partisans de l'indépendance plus déterminés que lui, qu'il se retrouverait en prison, et que je ne pourrais rien faire pour l'aider. C'est bien ce qui s'est passé par la suite.

Là-dessus, Aref s'est lancé dans une politique désordonnée se faisant des ennemis dans tous les camps. Il est entré en conflit avec le gouverneur [sic le titre est haut-commissaire] Camille d'Ornano. Finalement, il a été mis en minorité à l'Assemblée territoriale, il a démissionné et s'est exilé [revenu d'exil, Ali Aref a été arrêté au début de 1991, après l'attaque d'une caserne par les Afars. Condamné à dix ans de réclusion en 1992, il a été libéré et autorisé à voyager en 1995]. Abdallah Kamil, qui lui a succédé, a assuré la transition vers l'indépendance en composant avec Gouled et Dini, dont il est clair qu'ils accéderaient au pouvoir. Il a mené les négociations avec la France pour le transfert de souveraineté.

Ces négociations ont buté sur le problème de la monnaie et de la présence des troupes françaises. Les Djiboutiens voulaient conserver leur franc aligné sur le dollar, comme il l'était depuis 1949, et ils avaient parfaitement raison, parce que cette mesure, combinée avec la zone franche que constituait le territoire, avait fait de Djibouti une place financière et commerciale d'une certaine importance. Le gouvernement français tenait à rattacher cette monnaie au Franc CFA. Il estimait d'autre part nécessaire le maintien d'une garnison française, dont les Djiboutiens ne voulaient pas entendre parler. C'est Saïd Coubèche, membre du Conseil économique et social français – encore un ancien conseiller de l'Union française avec lequel j'entretiens toujours des relations amicales – qui a résolu le différend.

- 29 Des zones d'ombre demeurent à la seule lecture du *Journal* de Jacques Foccart. Obtenir des éclaircissements auprès de grands témoins, tels le Premier ministre Pierre Messmer ou encore le président Ali Aref²⁶, de se reporter directement aux archives permettraient de mieux mesurer le degré d'initiative et de décision qu'a eu le conseiller Foccart dans les affaires de Djibouti. Dans l'état de la question, en croisant les informations recueillies de sources plurielles, on peut relever que sous la présidence de Pompidou, Jacques Foccart qui avait fait siennes les positions du général de Gaulle, a œuvré, d'une part, pour maintenir Ali Aref comme président du Conseil du TFAI, et, d'autre part, pour pérenniser la présence française en Afrique orientale. Il y eut donc un mariage d'intérêt entre la France et le TFAI dirigé par le président Aref.
- 30 Par ailleurs, au moment où Jacques Foccart est contraint de se retirer des affaires africaines, le slogan « Djibouti, escale aérienne et escale maritime sur les routes stratégiques de l'océan Indien » n'est plus d'actualité ; le Premier ministre Pierre Messmer ose l'affirmer au grand jour, en novembre 1975. Une page de la France impériale est en voie d'être tournée. Jacques Foccart, par ses positions inconditionnelles en faveur du maintien de la France au TFAI, a retardé, de quelques années, une évolution inéluctable. L'indépendance de Djibouti ne pouvait se faire avec Ali Aref, dirigeant trop lié à la France, comme l'aurait, sans nul doute, suggéré Jacques Foccart, s'il n'avait été mis sur la touche par le président Giscard d'Estaing.

NOTES

1. Jacques Foccart avait beaucoup sillonné l'Afrique pour implanter, après guerre, des cellules locales du Rassemblement du peuple français, créé en 1947 par le général de Gaulle. Il devint en 1952 conseiller à l'assemblée de l'Union française, puis, à compter de 1958, conseiller technique du Conseil de la République, position qu'il occupe jusqu'en 1961. À cette date, il remplace Raymond Janot, et prend le titre de secrétaire général de la présidence de la République, conservant Alain Plantey comme conseiller technique. À compter de 1962 et jusqu'en avril 1969, date du départ du général de Gaulle, Jacques Foccart est secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches. Après une brève mise à l'écart pendant l'interim d'Alain Poher, président du Sénat, il est rappelé par Georges Pompidou, président de la République élu en juin 1969. Jacques Foccart reprend ses fonctions, secondé par René Journiac. La mort du président Pompidou (avril 1974) conduit Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée. En mai, le nouveau président remercie Jacques Foccart, et annonce que les anciennes

attributions du conseiller sont transférées au nouveau ministre de la Coopération, Pierre Abelin. Toutefois, René Journiac, ancien membre de l'équipe Foccart, devient conseiller technique pour l'Afrique de Valéry Giscard d'Estaing, très ouvert à tout ce qui touche l'Afrique. René Journiac facilite la normalisation des relations entre la France et la Guinée de Sékou Touré. Il tente de défendre, au cours du second semestre de 1974, Ali Aref. Mais le président Giscard d'Estaing ne le suit pas.

2. Cette approche franco-française du dossier djiboutien complète nos recherches antérieures qui ont permis d'analyser en quoi le contexte régional et international a conduit la France à retarder l'indépendance de la Côte française des Somalis, devenue en 1967, et pour dix ans, le TFAI. Se reporter à Colette Dubois : « Difficile éveil d'une conscience nationale : le poids des forces transrégionales sur le devenir de la CFS (1958-1960 », *Omalý Sy Anio*, Tananarive, n° 33, 1994, p. 617-642 ; et « La diplomatie multinationale en action dans les décolonisations de la Somalia et de la Somalie française », in Charles-Robert Ageron et Marc Michel (éd.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995, 516 p., p. 295-306.

3. *Foccart parle*, I, p. 251.

4. *Foccart parle*, I, p. 257.

5. Mohamed Aden, *Sombloloho, Djibouti et la chute du président Ali Aref*, Paris, L'Harmattan, 1999, 212 p., p. 85.

6. *Journal*, IV, p. 150.

7. *Ibid.*, p. 524.

8. *Foccart parle*, I, p. 250.

9. *Journal*, IV, p. 621.

10. *Ibid.*, p. 617.

11. *Foccart parle*, II, p. 510.

12. Recueillir les témoignages, tant des Français que des Djiboutiens, pour mieux connaître le barrage, fait l'objet de nos recherches, ouvertes depuis 1999. Le général Lanclume, à Djibouti entre 1973 et 1974, m'a ainsi décrit le barrage, soulignant bien qu'il n'était pas électrifié, comme on le voit trop souvent écrit, y compris dans le dernier volume du *Journal de l'Élysée*, à la page 32. Le barrage cherche à freiner l'arrivée des Somalis. Par trois fois, cet officier a reconduit à la frontière le même Somali. La surveillance de la zone sud est assurée par les troupes de Marine, alors que la zone nord relève de la Légion, exerçant une surveillance plus sévère (on ne passe pas ; après sommation, on tire).

13. *Journal*, IV, p. 150.

14. SHAT, 1R211 outre-mer. Fiche « Forces militaires à Djibouti », ministère des Armées, 14 juin 1967.

15. SHAT, S3, 1R211 outre-mer. Rapport « Le barrage de Djibouti » par le général de brigade Maillotte au gouverneur de la CFS, 6 juillet 1967.

16. SHAT, 1R211 outre-mer. Note pour le cabinet du ministre des Armées par la sous-direction financière, 9 février 1967.

17. SHAT, 1R211. Fiche du cabinet du ministre des Armées, 22 février 1967 : objet dépenses exceptionnelles nées de la situation à Djibouti – électrification du barrage.

18. Jacques Foccart, dans ses Mémoires, juge sévèrement Pierre Messmer : « Pompidou pensait que Pierre Messmer serait un exécutant souple en même temps qu'un chef de gouvernement ferme (8 juillet 1972, nommé Premier ministre). Il m'en avait parlé plusieurs fois. Je lui avais fait observer qu'à mon avis, il n'avait pas le profil de la fonction et qu'il était moins résolu qu'il pouvait en donner l'impression. Cette attitude n'était peut-être pas apparue clairement lorsqu'il était aux Armées, parce qu'il obéissait au Général mais s'était révélée aux DOM-TOM. »

19. À partir de 1958, avec le retour aux affaires du général de Gaulle, les affaires africaines relèvent directement de la responsabilité présidentielle. Cependant que l'Élysée suivait les relations entre la France et les nouveaux États africains, le gouvernement, de son côté, les traitait

également au sein de diverses structures. L'Afrique subsaharienne était en général peu suivie au niveau du Premier ministre, exception faite de Pierre Messmer qui dirigea le gouvernement de la France de 1972 à 1974. Issu de la France d'outre-mer, ancien gouverneur en Mauritanie, en Côte d'Ivoire et au Cameroun, ancien haut-commissaire en AEF puis en AOF, ce grand témoin a livré, dans deux livres, ses expériences plurielles, sans consacrer un seul paragraphe à Djibouti : *Après tant de batailles. Mémoires*, Albin Michel, 1992, 462 p. ; *Les Blancs s'en vont*, Albin Michel, 1998, 304 p.

20. SHAT, 1R211. Lettre du ministre des Armées Pierre Messmer au ministre chargé des DOM-TOM, le 22 avril 1967.

21. SHAT, 1R211. Note de la division logistique pour le cabinet du ministre des Armées, 24 juillet 1967.

22. Mohamed Aden, *op. cit.*, p. 45.

23. Nous remercions le ministre Olivier Stirn pour nous avoir réservé un entretien en vue d'éclaircir certains propos tenus lors de notre intervention. Cet article tient compte des informations aimablement livrées.

24. *Journal*, IV, p. 150. « Jeudi 21 octobre 1971 : Je vois Ali Aref, plus nerveux que d'habitude, sur ses affaires de Djibouti. Il est certain que le passage de ce brave Ponchardier a marqué lourdement ce territoire, contrairement à ce qu'en pense Henry Rey. »

25. *Foccart parle*, II, p. 280.

26. Le président Aref, avec qui je me suis entretenue lors d'une mission de recherche effectuée à Djibouti en février 2002, a fermement refusé d'évoquer ses liens avec Jacques Foccart. Nous ne pouvons donc pas avoir son témoignage.